

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **CONCESSION DE SERVICE PUBLIC**

**Concession de distribution publique de gaz liquéfié  
sur le territoire de la commune  
de Saint-Pierre-la-Cour  
24DSP02**

**Territoire d'énergie Mayenne**

Date et heure limites de réception des offres :

**Lundi 27 janvier 2025 à 12:00**

**Territoire d'énergie Mayenne**  
Centre d'affaires Technopolis  
Rue Louis de Broglie  
Bâtiment R  
53 810 Changé

## SOMMAIRE

1 - Objet et caractéristiques de la consultation .....	3
1.1 - Lieu d'exécution .....	3
1.2 - Durée.....	3
1.3 - Valeur estimée de la concession.....	3
1.4 - Étendue des prestations à réaliser par le concessionnaire.....	3
2 - Conditions de la consultation.....	3
2.1 - Procédure.....	3
2.2 - Dossier de consultation.....	4
2.2.1 - Contenu du dossier de consultation .....	4
2.2.2 - Modalités de retrait du dossier.....	4
2.2.3 - Compléments apportés au dossier de consultation .....	4
2.2.4 - Information des candidats.....	5
3 - Examen des candidatures et critères de jugement des offres .....	5
4 - Présentation des dossiers de candidature et d'offre des candidats.....	6
4.1 - Pièces de candidature .....	6
4.1.1 - Situation juridique .....	6
4.1.2 - Capacité économique et financière.....	7
4.1.3 - Capacité technique et professionnelle .....	7
4.2 - Pièces de l'offre .....	7
4.2.1 - Contenu du dossier d'offre.....	7
4.2.2 - Délai de validité des offres .....	8
5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	8
5.1 - Transmission électronique .....	8
5.2 - Transmission sous support papier .....	9
6 - Abandon de la procédure.....	9
7 - Recours.....	9

# 1 - Objet et caractéristiques de la consultation

## 1.1 - Lieu d'exécution

La présente consultation lancée par Territoire d'énergie Mayenne, ci-après dénommé l'« autorité concédante », a pour objet de concéder la distribution publique de gaz liquéfié sur une partie du territoire de la commune de Saint-Pierre-la-Cour.

Le périmètre de la concession est constitué par : rue des Pommiers, rue du Fourmillon, rue des Halles, ruelle de la petite Croix et chemin du Haut Louis (partiellement).

## 1.2 - Durée

La durée envisagée pour le présent contrat est de **5 ans**. Le périmètre concerné étant déjà desservi dans le cadre d'une délégation de service public qui arrive à son terme, le délégataire n'a pas d'investissement à prévoir dans le cadre de son offre.

## 1.3 - Valeur estimée de la concession

Conformément aux dispositions de l'article R.3121-1 et suivants du Code de la commande publique, la valeur de la concession du service public envisagée sur la commune de Saint-Pierre-la-Cour est estimée à 15 000 € HT par an, soit 75 000 € HT sur la durée globale de 5 ans, en conséquence des obligations mises à la charge du concessionnaire exploitant le service sur la durée de la délégation et telles que précisées dans le document de consultation des entreprises.

Cette estimation a été établie sur la base du chiffre d'affaires du délégataire actuel des 5 dernières années.

## 1.4 - Étendue des prestations à réaliser par le concessionnaire

Au titre de la délégation, les prestations confiées au concessionnaire sont les suivantes :

- ❖ La gestion des relations avec les usagers
- ❖ La facturation et le recouvrement de l'ensemble des redevances, droits et taxes
- ❖ La distribution aux usagers d'un gaz combustible de qualité conforme à la réglementation en vigueur
- ❖ Le fonctionnement, la surveillance et l'entretien des installations du service
- ❖ La tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations
- ❖ Le renouvellement des équipements électriques, mécaniques, hydrauliques, des compteurs et des branchements
- ❖ La fourniture à l'autorité concédante de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale
- ❖ La communication à l'autorité concédante d'un rapport annuel d'activité

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Procédure

La présente consultation est engagée conformément au Code de la commande publique et aux articles L1411-1 et suivants, ainsi que les articles R1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

La procédure est simplifiée, conformément aux articles R3121-5, R2126-1 et R3126-4 du Code de la commande publique.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que la procédure retenue par Territoire d'énergie Mayenne étant une procédure « ouverte », les candidats devront donc remettre, dans le même temps, leur dossier de candidature et leur dossier d'offre, dans les conditions détaillées ci-après.

Conformément à l'article R3123-20 du Code de la commande publique, si l'autorité concédante constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, l'absence ou l'incomplétude de pièces ou informations dont la production est obligatoire, elle pourra décider de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié. L'autorité concédante informera les autres candidats de la mise en oeuvre de cette faculté.

Seuls seront ouverts et analysés les dossiers d'offres des candidats admis sur la base des éléments d'appréciation des candidatures visés à l'article 3 du présent règlement.

Au vu de l'avis rendu par la Commission de délégation de service public sur les offres, conformément à l'article L.1411-5 alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales, l'autorité habilitée à signer la concession pourra organiser librement des négociations avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues notamment par les articles L.3121-1, L.3124-1 et R.3124-1 du Code de la commande publique.

Par ailleurs, les candidats sont informés que, durant le déroulement de la consultation, et notamment pour les besoins des négociations, l'autorité concédante s'appuiera sur l'assistance de conseils extérieurs, dans le respect de la réglementation en vigueur.

## **2.2 - Dossier de consultation**

La présente consultation est engagée conformément au Code de la commande publique et aux articles L1411-1 et suivants, ainsi que R1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

### **2.2.1 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de la présente consultation contient les pièces suivantes :

- ❖ L'avis de concession
- ❖ Le présent règlement de la consultation
- ❖ Le projet de contrat de concession comprenant :
  - ✓ la convention de concession
  - ✓ le cahier des charges et ses annexes
- ❖ Le document de présentation des caractéristiques du projet

Les candidats vérifieront dès retrait du dossier de la consultation que toutes les pièces devant constituer ce dossier sont présentes et complètes. Si tel n'était pas le cas, ils prendront contact avec les services de Territoire d'énergie Mayenne aux coordonnées indiquées à l'article 2.2.2 pour que les éléments manquants leur soient transmis.

### **2.2.2 - Modalités de retrait du dossier**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé.

L'autorité concédante met à la disposition des candidats, par voie électronique, un accès gratuit, libre, direct et complet aux documents de la consultation (à savoir le dossier de consultation des entreprises - « DCE » - et, le cas échéant, des documents et renseignements complémentaires), sur un profil d'acheteur, à compter de la date de publication de l'avis de concession, à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Les échanges d'informations entre la plate-forme et les utilisateurs sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à leur disposition, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : fichiers compressés au standard .zip, Adobe® Acrobat® .pdf, Rich Text Format .rtf, .doc ou .xls ou .ppt, .odt, .ods, .odp, .odg, le cas échéant, le format DWF.

### **2.2.3 - Compléments apportés au dossier de consultation**

Territoire d'énergie Mayenne se réserve la faculté de modifier et/ou de compléter le présent dossier de consultation, au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et des règles de la concurrence.

Territoire d'énergie Mayenne en informera dans ce délai, par courriel envoyé via la plateforme, tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir formuler de réclamation.

#### 2.2.4 - Information des candidats

L'information des candidats sur le dossier de consultation se fera uniquement via la plateforme.

Les candidats pourront poser toutes questions à Territoire d'énergie Mayenne sur la présente consultation, sur la plateforme <https://www.marches-securises.fr>, au plus tard quinze (15) jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres.

Territoire d'énergie Mayenne communiquera, par courriel envoyé via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>, et au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres, à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sollicités en temps utile par les candidats.

Les candidats doivent, à cet effet, fournir une adresse électronique unique et valide à laquelle les réponses à leurs questions seront transmises électroniquement via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>.

En cas de candidature en groupement, les demandes de renseignements sont adressées par le mandataire du groupement et les réponses sont transmises à ce dernier.

### 3 - Examen des candidatures et critères de jugement des offres

Territoire d'énergie Mayenne arrêtera la liste des candidats admis à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession, après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail, et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Seront admises les candidatures dont les justifications produites à l'appui de leur dossier de candidature (énumérées ci-dessous) auront été jugées suffisantes à l'issue de cet examen.

Seuls seront ensuite analysés les dossiers d'offre des candidats ainsi admis. Le contenu de ces dossiers d'offre est précisé ci-après.

Après examen de ces offres, les offres inappropriées seront éliminées.

Les offres des candidats qui n'auront pas été éliminées en application de l'alinéa précédent seront jugées au regard des critères présentés ci-dessous, et feront, le cas échéant, l'objet d'une négociation avec un ou plusieurs des candidats admis à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession.

Le choix du délégataire sera effectué par l'autorité concédante sur la base des critères indiqués ci-dessous, hiérarchisés dans l'ordre suivant :

Critères et sous-critères	Pondération
<b>1. Prestations aux clients</b>	<b>70</b>
1.1 Tarifs de ventes et d'abonnement proposés	50
1.2 Prix des prestations et services divers	20
<b>2. Exploitation</b>	<b>30</b>
2.2 Moyens d'exploitation (humains, matériels)	15
2.2 Qualité de service aux usagers	15
<b>Note totale sur</b>	<b>100</b>

## 4 - Présentation des dossiers de candidature et d'offre des candidats

Les dossiers de candidature et d'offre produits par les candidats seront obligatoirement fournis sous format dématérialisé dans les conditions prévues aux articles 5.1 et 5.2 du présent règlement de la consultation.

Les dossiers de candidature et d'offre seront intégralement rédigés en langue française et exprimés en euros.

Si les candidatures et les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature et l'offre.

### 4.1 - Pièces de candidature

Les candidats se présenteront seuls ou en groupement.

Le dossier de candidature devra au minimum comprendre pour chaque candidat, quelle que soit sa forme juridique, les justificatifs énumérés ci-après.

En cas de groupement, ces justificatifs seront fournis pour chaque membre du groupement, à l'exception de la lettre de candidature.

Si le candidat souhaite que soient prises en compte les capacités ou aptitudes d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ce ou ces prestataires et le candidat ou les membres du groupement candidat, il produit les renseignements exigés au titre du présent article pour chacun des prestataires, et, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces prestataires, un engagement écrit du ou des prestataires de mettre à la disposition du candidat les moyens nécessaires à l'exécution du contrat, et ce pendant toute sa durée.

#### 4.1.1 - Situation juridique

Les pièces à fournir sont les suivantes :

- ❖ Lettre de candidature pour la délégation citée en objet présentant le candidat (nom ou dénomination sociale, adresse du siège social, date de création, identité du représentant habilité déposer la candidature et l'offre du candidat) ; en cas de groupement candidat, la lettre de candidature indiquera la composition du groupement, la forme du groupement ainsi que le nom de l'entreprise mandataire, et sera accompagnée de l'habilitation du mandataire donnée par chaque cotraitant au mandataire.  
Le candidat peut, le cas échéant, s'inspirer du contenu des modèles de formulaires utilisés en matière de passation de marchés publics disponibles à l'adresse suivante :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- ❖ Extrait K bis ou tout document équivalent de moins de trois mois ou, si l'activité a débuté depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises
- ❖ Présentation du candidat, comportant en cas de sociétés filiales un organigramme faisant apparaître la structure juridique et le rattachement au groupe du candidat ; cette présentation comportera également les éventuelles enseignes exploitées par un même candidat ;
- ❖ Déclaration sur l'honneur datées et signées certifiant :
  - ✓ du respect par le candidat de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés visée aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail (ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France)
  - ✓ que le candidat ne fait pas l'objet d'une exclusion visée aux articles L.3123- 1 à L.3123-14 du Code de la commande publique
  - ✓ que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes sont exacts

- ❖ Tous documents justifiant que le candidat n'est pas exclu au titre de l'une des exclusions visées aux articles L.3123-1 à L.3123-14 et notamment le(s) certificat(s) prévu(s) par l'article R.3123-18 du Code de la commande publique (délivré dans les conditions prévues par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique)
- ❖ Copie du ou des jugements si le candidat est en redressement judiciaire

#### 4.1.2 - Capacité économique et financière

Les pièces à fournir sont les suivantes :

- ❖ Forme juridique, montant et composition du capital social de (des) l'entreprise(s) qui s'engage(nt) ;
- ❖ Chiffre d'affaires global du candidat et chiffre d'affaires concernant des prestations comparables à celles objets de la délégation envisagée au cours des trois derniers exercices clos (en cas de groupement candidat, ces informations sont à fournir pour chaque membre du groupement) ;
- ❖ Bilans et comptes de résultats complets (liasses fiscales) pour les trois derniers exercices clos ou tout autre document reprenant les mêmes données, concernant l'ensemble de l'activité du candidat et concernant un domaine d'activité comparable à celui objet de la délégation (en cas de groupement candidat, ces documents sont à fournir pour chaque membre du groupement) ;
- ❖ Attestation d'assurances responsabilité civile et professionnelle pour l'activité objet de la concession.

Les sociétés nouvellement créées communiqueront les documents disponibles relatifs à l'exercice ou aux exercices réalisés.

#### 4.1.3 - Capacité technique et professionnelle

Les pièces à fournir sont les suivantes :

- ❖ Une liste de références récentes dans la réalisation de prestations similaires au cours des cinq dernières années (en cas de groupement candidat, celui-ci devra justifier des références acquises dans ces différents domaines par un ou plusieurs membres du groupement candidat)
- ❖ Descriptif des capacités techniques et des moyens humains dont le candidat ou le groupement candidat dispose pour assurer la gestion et la continuité du service public objet de la concession et l'égalité des usagers devant le service public

### 4.2 - Pièces de l'offre

#### 4.2.1 - Contenu du dossier d'offre

Les candidats devront remettre des offres comprenant a minima les éléments et les documents listés ci-dessous :

- ❖ Le cahier des charges et ses annexes, dûment remplis, datés et signés par le représentant légal du candidat (l'article 35 du cahier des charges de concession, et les articles 6 et 10.6 de l'annexe 1 sont à compléter)  
Des compléments pourront être intégrés au contrat ou aux annexes, ou faire partie d'un document distinct. Ils devront en tout état de cause être signés et datés par le représentant légal du candidat. Le candidat devra établir une offre conforme aux objectifs du cahier des charges. Il pourra proposer des aménagements sous forme de variante, sous réserve de ne pas bouleverser l'économie générale du contrat (req. n° 373159 du conseil d'état du 21 février 2014). Dans ce cas, il détaillera et motivera dans un document annexe les modifications présentées.  
Territoire d'énergie Mayenne se réserve le droit de retenir ou non les propositions d'aménagements formulées par le candidat.
- ❖ Les règles de calcul de la rentabilité des ouvrages construits dans le cadre de l'extension du réseau concédé (article 11 du cahier des charges et annexe 2 à compléter)

- ❖ Les éléments de tarification prévus par le contrat en annexe 3 du cahier des charges
- ❖ Le projet de règlement de service prévu à l'article 28 du cahier des charges. Ce document sera rattaché au contrat en annexe 4
- ❖ La note de présentation relatant l'organisation, les moyens et les modalités d'exploitation que le candidat s'engage à mettre en œuvre pour administrer les ouvrages et gérer le service.

#### 4.2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixée à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## 5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 5.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr/>.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB, etc.) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

**Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Territoire d'énergie Mayenne  
Centre d'affaires Technopolis  
Rue Louis de Broglie  
Bâtiment R  
53 810 Changé**

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

**Chaque fichier contenu dans le pli ne pourra excéder en taille 30 Mo (la taille maximum recommandée du pli étant de 250Mo).**

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.



Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre État-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

**La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.**

**Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électroniquement retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du contrat par les parties.**

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>).

Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

**Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat,** ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

**À défaut d'identification, et en cas de modification du dossier de consultation, l'offre ne prenant pas en compte les changements sera déclarée irrégulière.**

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

## **5.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## **6 - Abandon de la procédure**

Territoire d'énergie Mayenne se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation. Dans cette hypothèse, cet abandon de la procédure de consultation ne donnera pas droit à indemnisation pour les candidats.

## **7 - Recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal Administratif de Nantes**

6 Rue de l'Île Gloriette

CS 2411

44 041 Nantes

Tél : 02 40 99 46 00

Télécopie : 02 40 99 4658

Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

Adresse internet(U.R.L) : <http://nantes.tribunal-administratif.fr/>

**Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :**

- ❖ Référé précontractuel prévu aux articles L551-1 à L551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- ❖ Référé contractuel prévu aux articles L551-13 à L551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du CJA ;
- ❖ Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R421-1 à R 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat) ;
- ❖ Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

**Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au :**

Tribunal Administratif de Nantes  
 6 Rue de l'Ile Gloriette  
 CS 2411  
 44 041 Nantes  
 Tél : 02 40 99 46 00  
 Télécopie : 02 40 99 4658  
 Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)  
 Adresse internet(U.R.L) : <http://nantes.tribunal-administratif>

**En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :**

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différents ou litiges relatifs aux marchés publics de Nantes  
 22, mail Pablo Picasso  
 BP 24 209  
 44 042 Nantes cedex 1  
  
 Tél : 02.53.46.79.83  
 Télécopie : 02.53.46.79.79  
 Courriel : [paysdl.ccira@direccte.gouv.fr](mailto:paysdl.ccira@direccte.gouv.fr)  
 Télécopie : 02 40 99 4658  
 Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)  
 Adresse internet(U.R.L) : <http://nantes.tribunal-administratif.fr/>